



DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AU 47E SALON INTERNATIONAL DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

Pour un développement durable d'une industrie aérospatiale créatrice d'emplois et de progrès social

Le secteur aérospatial est stratégique pour l'avenir industriel de la France. Notre pays a besoin d'une industrie aérospatiale puissante et créatrice d'emplois. **Elle est source d'innovations technologiques majeures, dans les domaines de l'électronique, de la robotique, des nouveaux matériaux, de la CAO/DAO...** Elle apporte, dans le cadre de coopérations européennes et internationales, la garantie de l'indépendance technologique de notre pays vis à vis des États-Unis.

La force de la filière aérospatiale française repose sur le savoir-faire de ses salariés. Tout doit être fait pour le préserver et le développer.

L'ère des défis

En ce début de siècle, l'industrie aéronautique est confrontée à trois défis technologiques majeurs : le passage du métal aux matériaux composites, la réduction des gaz à effet de serre émis par les aéronefs et la préparation de l'ère de l'après pétrole. Relever ces trois défis impliquera de mobiliser, sur le long terme, de considérables ressources financières et humaines pour la recherche-développement et la formation.

Ces besoins d'investissements durables sont fondamentalement incompatibles avec une logique de rentabilité financière à court terme. La crise d'Airbus et le fiasco du financement de Galileo par une opération de partenariat public privé démontrent que **seule la puissance publique, française comme européenne, peut assumer, organiser et garantir la pérennité des investissements nécessaires aux programmes aéronautiques et spatiaux.**

C'est pourquoi les communistes demandent au gouvernement d'agir énergiquement auprès de la Commission européenne pour que celle-ci défende sans aucun esprit de recul le système des avances remboursables devant l'OMC. Les communistes font aussi la proposition que les crédits européens alloués à la recherche dans le domaine *aérospatiale* par le " Programme européen cadre de recherches et développements technologiques " (PCRD) soient portés à un niveau équivalant à celui des États-Unis.

Le Parti Communiste Français est favorable au principe d'aides publiques pour financer les investissements d'intérêt général débouchant sur la création d'emplois durables. Mais l'utilisation de ces aides doit être strictement contrôlée par les élus du peuple qu'ils soient départementaux, régionaux, nationaux ou européens et les représentants des organisations syndicales de salariés. Il est notamment inacceptable de voir des aides publiques utilisées pour détruire des emplois, délocaliser des activités et fermer des sites.

De nouvelles sources de financement des programmes aérospatiaux français et européens sont à mettre en œuvre à travers un système de prêts à très faible taux auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI). Celle-ci se " refinancerait ", non pas sur le marché financier, mais directement à partir de création de monnaie de la Banque centrale européenne (BCE). Ce dispositif, auquel se joindrait un tour de table des banques commerciales participant au capital de la BEI, serait conçu de façon telle que le taux d'intérêt de ces nouveaux crédits serait d'autant plus abaissé que les utilisations déboucheraient sur un développement de l'emploi et de la formation.

Pour pérenniser le réseau de sous-traitants qui fait la force du tissu industriel aéronautique français, les communistes demandent que les donneurs d'ordres assurent des prix rémunérateurs et se portent garants devant les banques des emprunts contractés par leurs sous-traitants pour satisfaire leurs commandes. Les sous-traitants ne doivent plus être conduits à prendre les risques financiers à la place des donneurs d'ordres.

Le dumping monétaire pratiqué par les États-Unis et le Japon est d'autant moins tolérable qu'il est aggravé par les choix économiques de la BCE. **La zone euro a besoin d'une politique de change qui favorise un développement industriel créateur d'emplois.** Cela implique que le gouvernement français ait la volonté politique, en actes et pas seulement en paroles, de mettre au cœur de son action dans les institutions européennes la question de la réorientation radicale des missions de la BCE.

Les communistes condamnent tout désengagement futur de l'État du capital d'EADS et de Safran, tout en appréciant la volonté affichée du président de la République d'augmenter la part de capitaux publics dans EADS, et de revenir sur l'inique "pacte des actionnaires" qui déléguait les droits de vote de l'État au groupe Lagardère. **Nicolas Sarkozy voudrait nationaliser les pertes actuelles et privatiser les profits futurs, c'est inacceptable.** Lagardère et Daimler Benz ont une responsabilité accablante dans l'accident industriel qu'a connu l'A380, ils doivent payer. **L'avenir de groupe EADS ne peut se concevoir hors d'un cadre majoritairement public impliquant au moins l'Allemagne, la France et l'Espagne.**

L'affaire de l'A380 souligne l'urgence à ce que soient dévolus aux salariés et à leurs représentants de véritables pouvoirs d'intervention sur la gestion et la stratégie de groupes comme EADS. L'expertise des salariés doit supplanter l'avidité des actionnaires.

L'emploi et le progrès social

L'ensemble de l'industrie aéronautique et spatiale, ainsi que ses salariés, sont confrontés, depuis maintenant des années, à des stratégies visant, sous prétexte de « compétitivité » dans un contexte « mondialisé », à baisser le « coût » salarial. C'est dans cette optique que les principaux dirigeants industriels et financiers de ce secteur procèdent à des redéploiements et transferts d'activité vers les pays à bas « coût » salarial. Il s'agit de pratiques de dumping social qui vont à l'encontre de l'intérêt de tous, à l'exception des bénéficiaires des dividendes financiers. De EADS à Dassault, en passant par SAFRAN et Thalès, les mêmes causes produisent les mêmes effets : baisse de l'emploi dans certains sites, accroissement de la précarité, fragilisation du potentiel et de la maîtrise technique et industrielle. Loin d'ignorer le besoin d'internationalisation et de mondialisation des échanges inhérents à l'aéronautique et au spatial, le Parti communiste français préconise, pour y répondre, une voie qui tourne le dos aux pratiques actuelles : le co-développement, c'est-à-dire, des coopérations intégrant des objectifs concrets et incontournables de progrès sur le plan social et de l'emploi, et d'harmonisation « par le haut ».

Le Parti communiste français demande le retrait du plan Power 8 de restructuration d'Airbus. Power 8 est fait pour répondre aux désirs des actionnaires privés et non aux besoins vitaux de l'entreprise.

Power 8 est inutile, car il ne porte remède à aucun des maux dont souffre Airbus, en particulier la question de l'euro fort. Power 8 substitue une logique financière de concurrence à une logique industrielle de coopération. Là où on mettait en synergie les hommes, les sites de production, les réseaux de sous-traitants, les potentiels industriels nationaux, Power 8 met en concurrence à outrance les salariés, les sites, les sous-traitants, les nationalités.

Power 8 est dangereux, car il affaiblit ce qui fait le véritable potentiel d'Airbus : le savoir-faire de ses salariés et de son réseau d'entreprises sous-traitantes.

Power 8, que l'on présente comme le modèle absolu de toutes les restructurations à faire dans la filière aérospatiale, se fixe comme ambition centrale la suppression de 10 000 emplois. **Or, dans les dix ans qui viennent, 40 % des salariés parmi les plus qualifiés de l'industrie aérospatiale vont partir à la retraite. L'enjeu n'est donc pas de supprimer des emplois mais au contraire de mettre en œuvre un plan d'embauche et de formation massive pour maintenir et développer le savoir-faire aéronautique français. Consolider ce savoir-faire implique de combattre la précarité en instaurant un système de sécurité-emploi-formation pour tous les salariés de la branche.**

Le Parti communiste français et ses élus feront tout pour que le soutien de la France à son industrie aérospatiale soit à la hauteur de l'excellence professionnelle de ses salariés.